

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Ce ne sont vraiment pas des modèles pour l'Europe
sociale !

Blair isolé en G-B et dans son parti...

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mardi 5 octobre 2004

Démocratie & Socialisme

La faction blairiste au sein du parti travailliste apparaît aujourd'hui plus isolée que jamais. Fortement impopulaire dans le pays, mais aussi au sein du parti et auprès des syndicats, Tony Blair demeure paradoxalement l'homme fort de la politique britannique. Et pourtant les résultats économiques de son gouvernement, tant vantés par les forces sociales-libérales en France, sont médiocres (l'écart entre les plus riches et les plus pauvres n'a jamais été aussi prononcé que sous ce gouvernement néotravalliste, les services publics sont aujourd'hui plus menacés que sous l'ère Thatcher avec la multiplication des partenariats privés-publics).

La guerre d'Irak a accéléré le discrédit de l'allié incondicional de George W. Bush : une majorité de Britanniques considère que Blair leur a menti et qu'il n'est plus digne de leur confiance. Le premier ministre britannique reste pour le moment à flot pour une série de facteurs "négatifs" : la droitisation du parti conservateur en réponse à l'occupation du centre-droit par le New Labour et qui le rend du même coup inéligible ; l'absence de compétition à gauche n'offre aucune alternative à l'électorat. Faut-il pour autant sombrer dans un pessimisme profond et considérer que le renouveau de la gauche travailliste est dorénavant illusoire ? Non. Même si la nébuleuse de gauche travailliste reste convalescente, les signes tangibles d'une remontée de son audience dans le parti et dans le pays sont perceptibles.

L'initiative récente la plus intéressante revient à un groupe d'une trentaine de députés travaillistes regroupés dans un courant informel, le Socialist Campaign Group. Ils viennent de mettre sur pied un comité de liaison, le Labour Representation Committee, qui tente de regrouper les forces éparses de la gauche travailliste au sein du parti, des ex-militants, des associations et des syndicats. Ce regroupement propose une série de mesures politiques qui peuvent sembler anodines dans le contexte français, mais qui sont proprement radicales dans le cadre britannique (arrêt de l'occupation illégale de l'Irak, abolition des lois antisyndicales datant de l'ère Thatcher, opposition aux privatisations et à la mondialisation néolibérale, renationalisation des chemins de fer, restauration de la démocratie militante au sein du parti).

Le rapprochement entre des syndicats influents du Tuc et ces députés de la gauche travailliste constitue le développement le plus significatif depuis la prise du pouvoir de la faction libérale-conservatrice en 1994. Depuis la fin des années 90, les barons blairistes qui dirigeaient les syndicats du Tuc ont systématiquement été battus par des candidats venus d'horizons politiques divers, mais qui ont en commun la volonté de s'opposer aux privatisations et à la guerre impérialiste en Irak. Partisans d'un syndicalisme moderne et combatif, ces nouveaux dirigeants se veulent avant tout pragmatiques et souhaitent engranger des résultats concrets en faveur de leurs membres. A l'inverse de la gauche syndicale des années 80, on ne parle plus ici de « socialisme » sur le mode abstrait et incantatoire, mais on prône les luttes de terrain pour arracher au gouvernement travailliste le plus droitier de son histoire, des concessions dans le domaine salarial, de meilleures conditions de travail, davantage d'égalité entre hommes et femmes, des mesures anti-racistes à l'embauche, etc. Opposés à la guerre anglo-étasunienne, les syndicats se sont unis autour d'un slogan qui a fait mouche auprès du public : « l'argent public aux services publics, pas à la guerre ». Par ailleurs, le soutien financier et logistique important que le Tuc continue de fournir au parti travailliste (à hauteur de plus de 50% des recettes du parti) a été sérieusement réduit à la baisse par les syndicats. Pourquoi ceux-ci financeraient-ils la réélection de députés blairistes qui ont voté l'entrée en guerre ou qui soutiennent les privatisations du premier ministre ?

Le rapprochement entre la gauche travailliste et ce nouveau syndicalisme de combat est une étape importante, mais insuffisante pour créer un nouveau rapport de force dans le parti. Tony Blair y est certes largement impopulaire, mais tant que les sondages indiqueront une nouvelle victoire contre des conservateurs sans crédibilité, le "marais travailliste" préférera toujours assurer sa réélection à une révolution de palais. Un putsch anti-Blair, possible, risquerait en effet de déstabiliser le parti à quelques mois des élections législatives. Pour devenir majoritaire, la gauche travailliste doit donc s'ouvrir à des composantes modérées, voire centristes du parti travailliste. Parmi celles-ci, on trouve des dirigeants et des militants qui se disent effrayés par ce qu'ils appellent « l'immoralité » et le

"cynisme infini" de Tony Blair, un homme prêt à tous les arrangements pour se maintenir au pouvoir. On peut citer parmi les personnalités importantes de la « soft Left », Robin Cook, ex-ministre des affaires étrangères et opposant tenace à la guerre en Irak. Ses interventions pertinentes dans les médias ou à la Chambre des Communes mettent en relief les mensonges, les manipulations et la malveillance générale de Tony Blair en ce qui concerne le dossier irakien.

Un autre groupe hétéroclite, regroupant des sociaux-démocrates ancienne-manière, des déçus du blairisme, des sociaux-démocrates de gauche, travaillent au remplacement de Blair par Gordon Brown, son ministre des finances. Véritable "premier ministre-bis", Brown est aussi le successeur désigné de Tony Blair. Il est entendu depuis 1997 que lorsque Blair quittera Downing Street, Brown prendra sa place. Brown est perçu dans le parti et auprès du public comme une personnalité plus à gauche que Blair, un social-démocrate qui croit en la redistribution des richesses. Il y a certes une part de vérité dans une telle affirmation, mais il convient cependant de ne pas trop se bercer d'illusions à son égard. Brown est avec Blair, le co-concepteur du projet "New Labour" au début des années 90. C'est un partisan résolu de la mondialisation néo-libérale, un critique sévère de la nature "rigide" et "étatiste" des économies continentales et... un grand admirateur du modèle économique étatsunien. Si Brown venait à remplacer prochainement Blair, des changements limités, mais réels pourraient être envisagés. Gordon Brown est perçu - à tort ou à raison - comme un "Labour man", l'homme du sérail, contrairement à Blair le technocrate qui a rejoint les rangs travaillistes par ambition personnelle. Le soutien conditionnel de la gauche travailliste et des syndicats dont pourrait bénéficier Brown, pourrait permettre de réorienter dans une direction davantage social-démocrate le New Labour.

Il est donc difficile de prédire dans quel sens les événements se dérouleront, encore moins de certifier le retour en force de la gauche travailliste. Mais il est aujourd'hui possible de dresser le triple constat suivant : 1) l'expérience libéral-conservatrice menée par les blairistes au sein d'une structure social-démocrate est aujourd'hui discréditée et rejetée ; 2) les jours de cette imposture historique sont comptés (même si le post-blairisme restera, dans une certaine mesure, marqué par le blairisme) ; 3) il est du devoir des socialistes européens de tendre la main à leurs camarades travaillistes et de reconstruire au niveau européen une social-démocratie digne de ce nom. Ne serait-ce que parce que nul parti socialiste n'est totalement à l'abri d'une évolution à la britannique...

Philippe Marlière